

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE



N°8, décembre 2015

Luxembourg

- La **croissance** devrait s'établir à **3,2% en 2015** et à **3,4% en 2016** (STATEC). Sur le **marché du travail**, 2016 devrait être une année fructueuse avec une croissance de l'emploi de 2,5% et un recul du **taux de chômage à 6,8%** (7% en janvier 2015). De même, **l'indice luxembourgeois des prix à la consommation** semble mieux résister que dans le reste de la zone euro à l'effondrement des prix de l'or noir, sans pour autant être épargné, il progresserait de **0,5% en 2015** et de **1,3% en 2016**.
- Si le scénario principal se veut encourageant, ces données sont, entre autres, conditionnées au maintien des prévisions macroéconomiques chinoises. En cas de **ralentissement plus sévère de l'Empire du milieu**, entraînant une décélération de 0,25% de la croissance en zone euro, l'économie luxembourgeoise pourrait connaître, sur la période 2016-2017, un **recul de 0,75% du PIB**, une **augmentation de 0,2% du chômage** et une **diminution de 0,5% des recettes** selon une [modélisation du STATEC](#).
- Un **budget conforme** et **adopté** ! Mi-novembre, le Luxembourg a passé avec succès l'analyse détaillée de la Commission européenne au regard des dispositions du Pacte de Stabilité et de Croissance. Puis est venu le temps des avis: Conseil d'Etat, Chambre des Salariés, Chambre des Métiers, Chambre de Commerce, Cour des comptes, Banque centrale, Chambre des Fonctionnaires et Employés publics... Chaque corps y est allé de ses critiques et recommandations, tantôt fondées, tantôt loufoques selon la grille de (re)lecture adoptée. Tous brandissent la « **Réforme fiscale** » comme un épouvantail si elle est mal menée... Gare au **relâchement budgétaire** pour la Chambre de Commerce et la Cour des comptes, qui mettent en gardent contre la **fragilité de certaines recettes** et contre un **excès de générosité**. Attention à la charge fiscale pesant sur les ménages et le travail plus que sur les entreprises et le capital pour la Chambre des Salariés, qui réclame la **réintroduction de l'impôt sur la fortune des personnes physiques** et critique **l'utilisation des stock-options comme outil de défiscalisation**. La Chambre des fonctionnaires aussi s'en prend **aux faveurs fiscales** (finance islamique, stock-options et autres avantages octroyés aux expatriés hautement qualifiés). « *Encore des mots, toujours des mots, les mêmes maux ?* ». Le dernier acte s'est joué le jeudi 17 décembre 2015 avec l'adoption du budget 2016 par 32 voix contre 28.

Zone euro

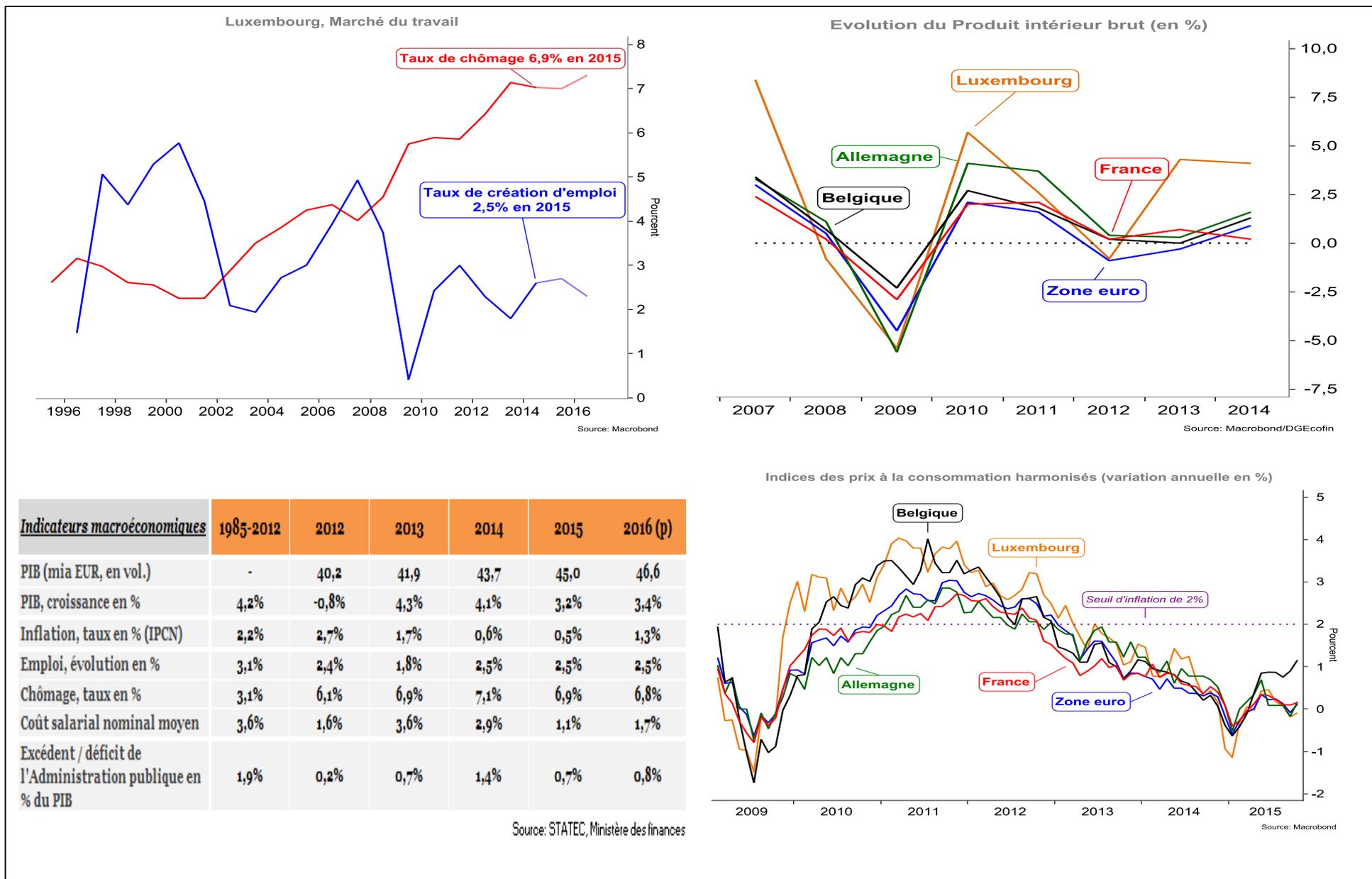
- Malgré la timide poursuite de la reprise en 2016, le **bilan politique de 2015 a de quoi faire frémir**. Sans pythie dans l'équipe, il serait prétentieux de notre part d'interpréter l'oracle, mais le climat de défiance et de méfiance ambiant pourrait avoir des conséquences économiques néfastes sur une Union Européenne encore convalescente. Si **l'afflux de migrants représente un défi sociétal aux retombées économiques potentiellement positives** (+0,2 à +0,3% de croissance selon les prévisions automnales de la Commission), le **rétablissement des contrôles aux frontières**, lui, **s'impose comme un drame économique** autant que philosophique. D'autant plus pour un pays comme le Luxembourg dont l'ouverture est la base du modèle économique.
- Le 3 décembre, la BCE, résolue à jouer les meneurs de jeu, a annoncé la **nouvelle feuille de match de son Quantitative Easing n°2** destiné à alimenter une inflation amorphe et ainsi à soutenir la reprise en baissant son taux de dépôt et en renforçant son programme de rachats massifs de dette. Pour le n°10 Draghi, sans ce QE, la croissance serait inférieure d'un point en 2016 et 2017.

Reste du monde

- Sans grande surprise la **Banque centrale américaine** a **augmenté** (entre autres) son **principal taux directeur de 0,25%**, mettant ainsi fin à une politique monétaire de taux zéro qui aura duré 7ans. Fin 2014 la communauté économique et financière se demandait "quand" aura lieu la première hausse de taux. Fin 2015, elle se demande "combien" y aura-t-il de hausse en 2016?
- Le **Brésil** semble avoir perdu (momentanément?) son mojo ! A la sévère récession que connaîtra l'économie brésilienne en 2015 (-3%) devrait s'ajouter un **nouveau recul du PIB en 2016** (-1% à -2%). Ces difficultés économiques, sur fond d'affaires politico-économico-juridiques (i.e affaire Petrobras), parce qu'elles s'accompagnent d'une montée du chômage, pourraient se transformer en crise politique (braise-il?) et conduire les trois grandes agences de notation à placer la dette du pays - très dépendant des revenus liés aux matières premières (maladie hollandaise) - en catégorie spéculative (Brés-ill?).

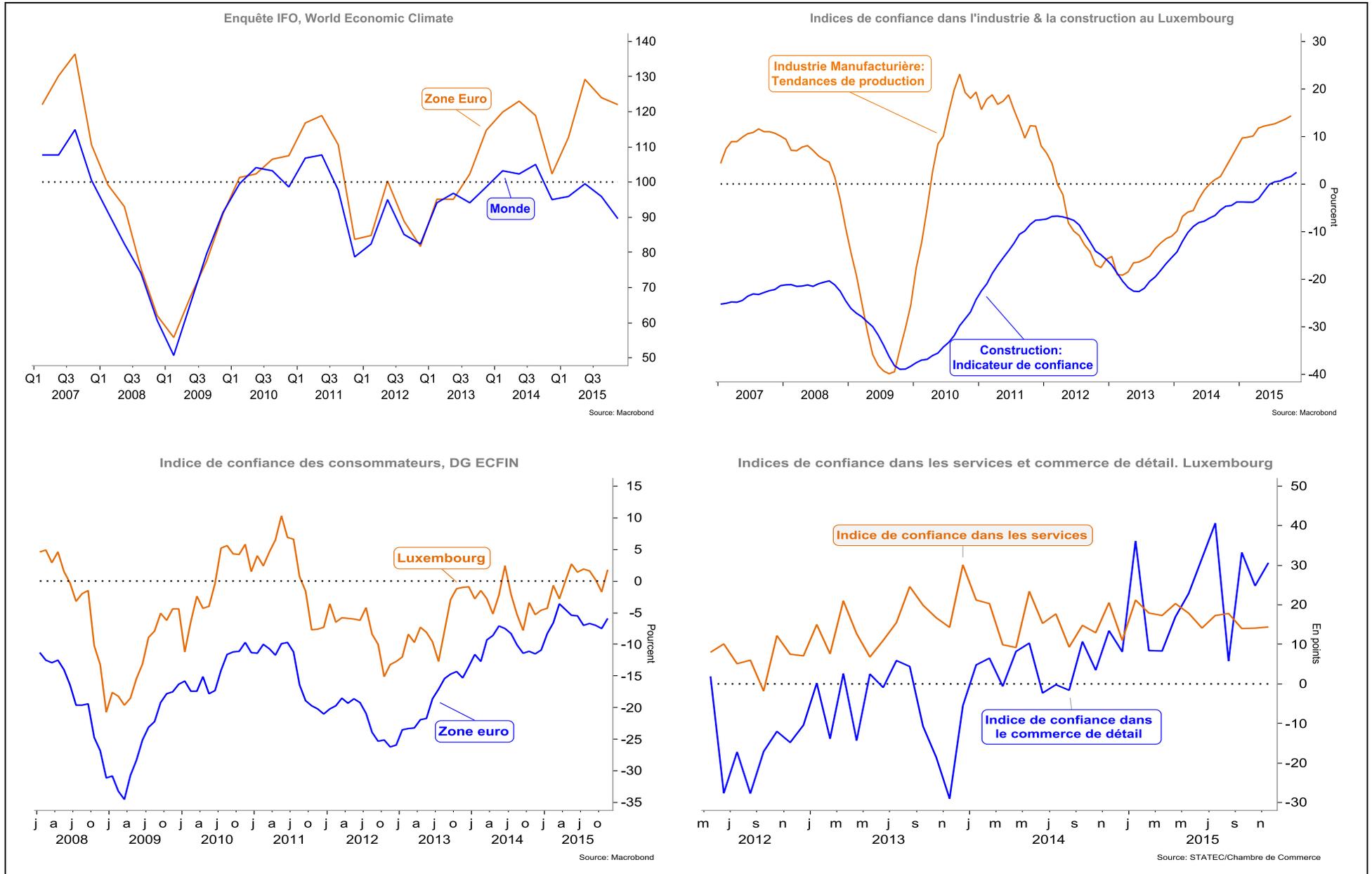
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE –

Des indicateurs clés comme le PIB ou encore le taux de chômage permettent d'établir un premier diagnostic de l'état de santé de l'économie :



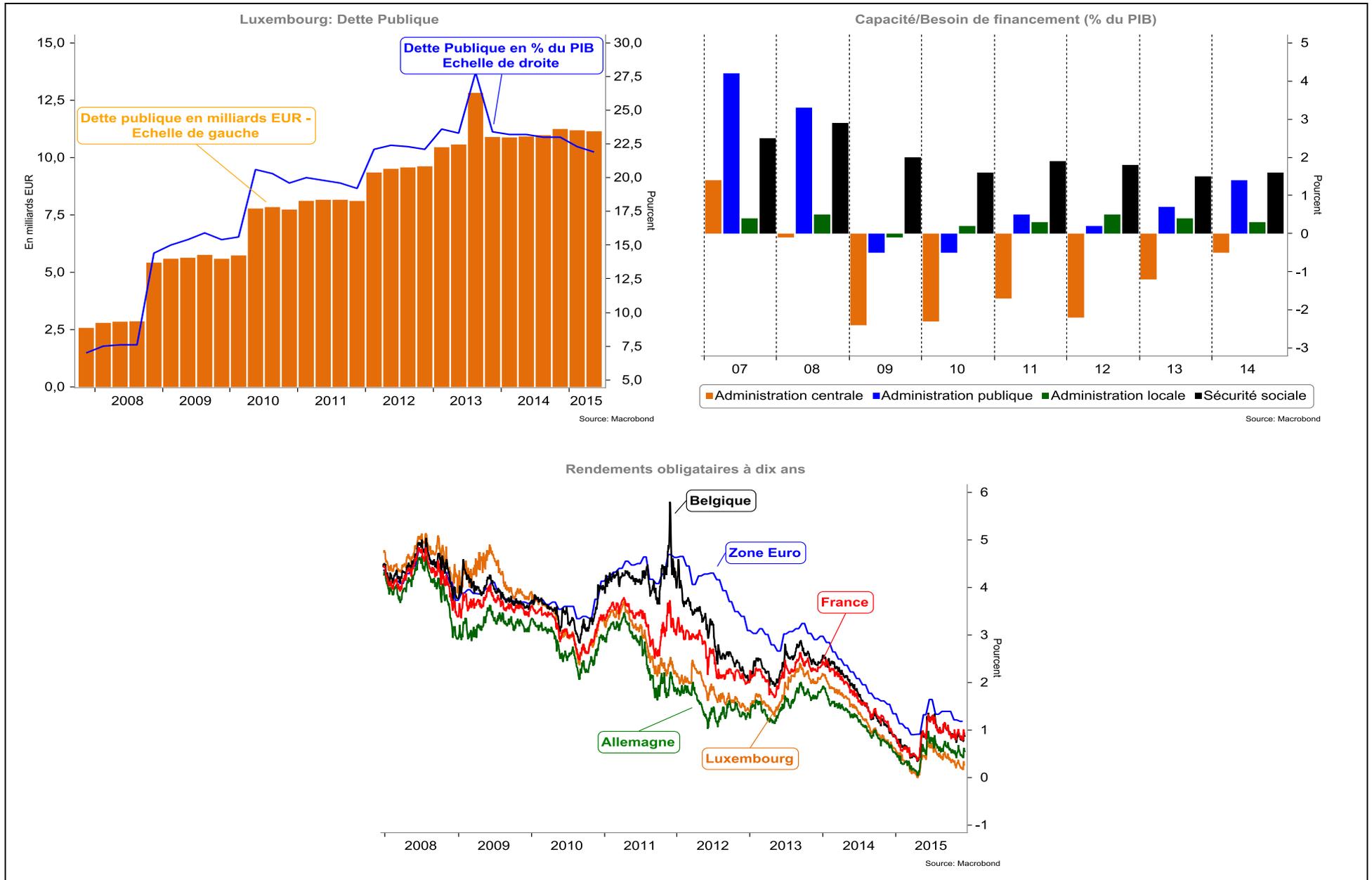
INDICES DE CONFIANCE –

Les indices de confiance se basent sur des enquêtes menées auprès des ménages et des entreprises à intervalles réguliers permettant ainsi d'émettre des prévisions à court terme sur l'état de l'économie:



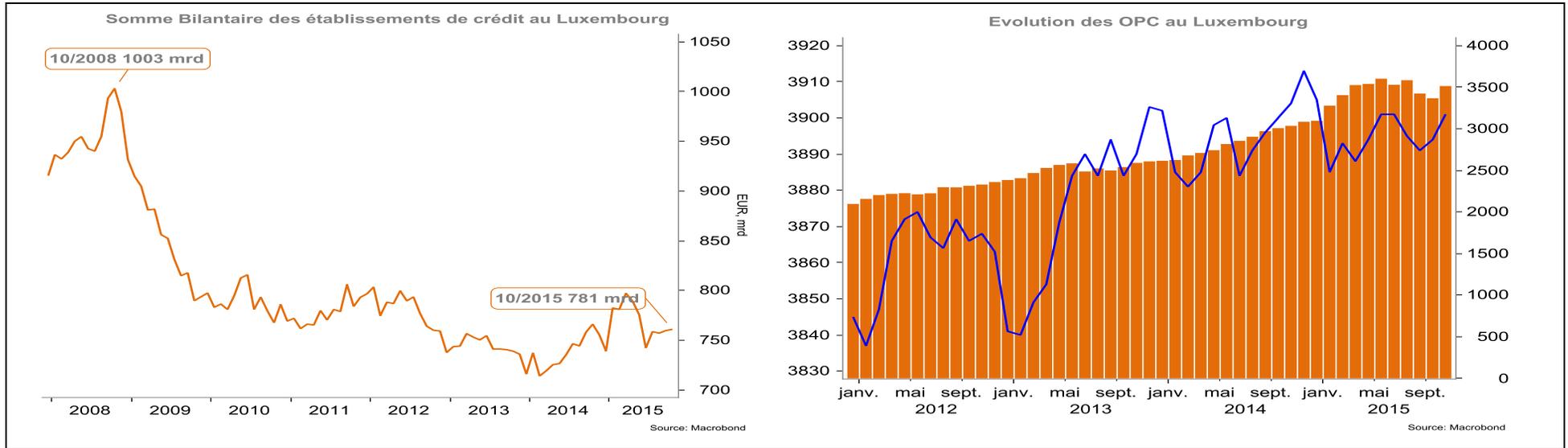
FINANCES PUBLIQUES –

Connaissant une dégradation importante singulièrement lors des années de crise, il importe de suivre de près l'évolution des finances publiques dans une perspective de développement durable du modèle socio-économique luxembourgeois :



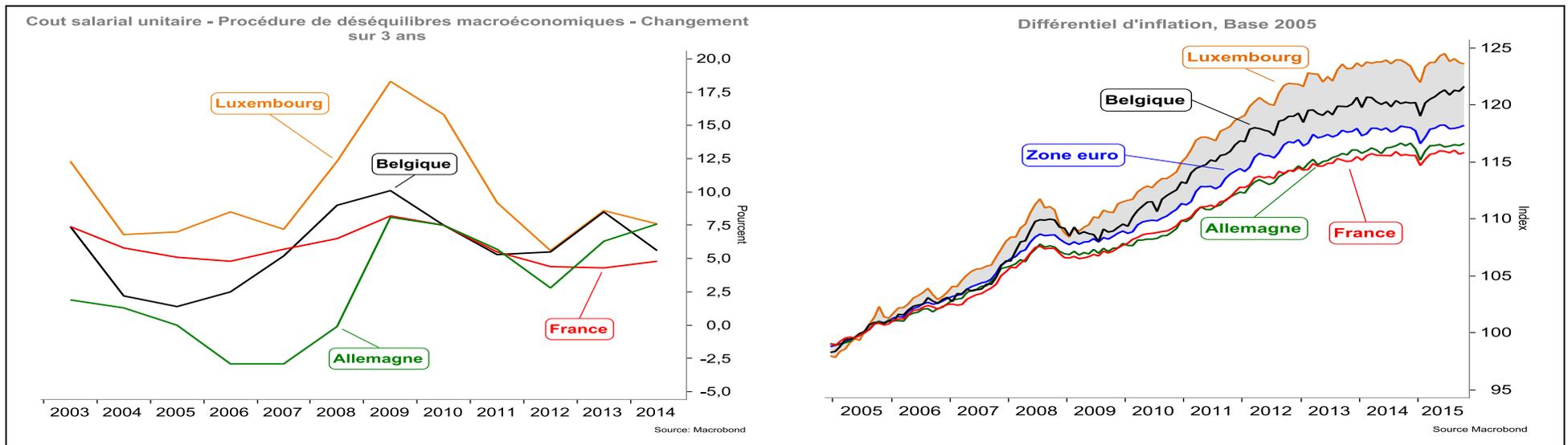
PLACE FINANCIERE –

Etant le pilier phare de l'économie luxembourgeoise et un important prestataire de services aux ménages et aux entreprises, son évolution peut avoir des répercussions non-négligeables sur le reste de l'économie:



COMPÉTITIVITÉ-COÛT –

L'évolution des coûts auxquels les entreprises doivent faire face détermine directement leur degré de compétitivité ainsi que le niveau et l'intensité des activités économiques:



A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Pour plus d'informations :

Notre site Internet : www.fondation-idea.lu

Notre compte Twitter : www.twitter.com/FondationIDEA

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu

Muriel Bouchet, tél: 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél: 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Jérôme Merker, tél: 42 39 39 354, jerome.merker@fondation-idea.lu

Sarah Mellouet, tél: 42 39 39 , sarah.mellouet@fondation-idea.lu